



HAL
open science

L'épiscopat catholique en Afrique aujourd'hui : frein ou stimulant à l'enracinement de la démocratie pour le continent ?

Blandine Chelini-Pont

► **To cite this version:**

Blandine Chelini-Pont. L'épiscopat catholique en Afrique aujourd'hui : frein ou stimulant à l'enracinement de la démocratie pour le continent ?. Colloque international Isidore de Souza. Religion, Paix et Développement en Afrique, EITP, Feb 2019, COTONOU, Bénin. hal-02299917

HAL Id: hal-02299917

<https://amu.hal.science/hal-02299917v1>

Submitted on 28 Sep 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

« L'épiscopat catholique en Afrique aujourd'hui : frein ou stimulant à l'enracinement de la démocratie pour le continent ? »

Blandine CHELINI-PONT
Université d'Aix-Marseille

Les catholiques constituent aujourd'hui environ 16% de la population mondiale, concentrés de plus en plus en Amérique latine, dans les Caraïbes et en Afrique subsaharienne (Pew Research Center, 2013). L'Afrique est même le continent où le nombre de catholiques augmente le plus chaque année, soit 7,4 M en 2015 selon l'annuaire pontifical de 2017, tandis que 70% des Africains subsahariens ont moins de 30 ans.

Le catholicisme dans son dynamisme a dû faire face à un important transvasement de gravité. Pendant qu'il vivait une forte désinstitutionnalisation dans les pays occidentaux (Hervieu-Léger 2003; Casanova, Taylor, McLean 2012) il a commencé de rétablir son assise à travers de nouvelles stratégies pastorales globales, comme l'accueil des migrants ou le respect de l'environnement. Ces stratégies globales se doublent de focales locales ou continentales engendrées par des contextes culturels reconfigurants (Lefebvre, Perez-Agote 2018, Dillon 2018). Dans ce scénario, le catholicisme reconditionne son message (Dobbelaere, Perez-Agote 2015), et ce message, contextualisé, n'a pas exactement le même contenu selon les continents. Il devient plus spécifique.

Cette présentation va tenter de montrer comment justement sur le continent africain où se joue en partie l'avenir de la religion catholique, la grande stratégie - sans que ce mot n'ait de sens péjoratif- de l'épiscopat catholique comme corps organisé sur tout le continent, est plus spécifiquement celle d'un engagement politique fort pour la démocratie, les droits de l'homme et l'Etat de droit et, lié à lui, un engagement économique au service des populations qui se concentre sur la réduction de la corruption.

L'engagement politique démocratique de l'Eglise catholique en Afrique est devenu à ce point une question centrale que, parmi les douze événements religieux mondiaux de l'année 2018 cités par le journal *La Croix* se trouve la marche de janvier 2018 des laïcs catholiques de RD-Congo, avec le soutien des évêques du pays, pour exiger le respect intégral de l'accord de la Saint-Sylvestre qui prévoyait de nouvelles élections pour une transition démocratique et actait le départ du Président Kabila. La position de l'Eglise catholique en RD-Congo a été répercutée par les médias dans le monde entier. Elle témoigne cependant d'une mobilisation « politique » plus générale et parallèle sur tout le continent et dans tous les pays d'Afrique où cette Eglise existe.¹ Elle prend la parole en Afrique – notamment à travers les conférences épiscopales nationales - parole dont la portée est à la fois extrêmement forte, en même temps qu'elle est fragile, parce qu'elle n'a pas d'autre puissance

¹ Ludovic Lado « Le rôle public de l'Eglise catholique en Afrique », *Etudes*, 2012(9), pp. 163-174

politique que le crédit qu'on lui porte, parce que dans certains pays où elle prend la parole elle n'est pas la religion majoritaire et que dans certains autres, où les conflits sont inextricables et conditionnés aussi par des interférences extérieures, sa parole et son attitude en font une cible. De la sorte, il y a non seulement une dimension prophétique dans cette action, pour reprendre le vocabulaire de Vatican II, mais aussi une dimension sacrificielle qui n'échappe pas aux médias, rapportant l'augmentation des assassinats de membres du clergé ou de laïques engagés dans plusieurs pays.

Nous allons donc présenter cette action sous deux angles :

- Tout d'abord celui de la pédagogie politique qu'elle met en scène par la communication et également par la mobilisation de ses fidèles. Quelle est cette pédagogie ? nous le verrons à travers l'Eglise du Bénin, celle de la RD Congo, celles du Togo, du Sénégal et du Kenya.

- Ensuite la pédagogie du vivre-ensemble et de la réconciliation : cette démarche est la plus difficile mais sans doute, pour l'avenir du continent africain, la plus justifiée. Dans certains pays, les communautés se déchirent, soit du fait de l'activité criminelles de groupes terroristes transnationaux, soit du fait de divisions ethniques ou ethno-religieuses qui se transforment en guerre civile. La non-violence, les témoignages de solidarité interethnique, le dialogue interreligieux, sont les arguments répétés de cette pédagogie, partagée parfois au prix de la vie. Nous insisterons sur le cas du Burkina Faso et de la Centre-Afrique.

I. LES « EXIGENCES » POLITIQUES DE L'ÉGLISE CATHOLIQUE : METTRE FIN AUX PRESIDENCES A VIE - RESPECTER L'ALTERNANCE POLITIQUE

Ces derniers mois, les évêques de plusieurs pays d'Afrique se sont prononcés sur la situation politique de leurs pays au nom de leur « mission prophétique » au service de leurs fidèles. Le pays le plus concerné en la matière est la RD-Congo, mais les conférences épiscopales du Bénin, du Togo, du Sénégal, du Cameroun, du Burkina Faso, du Tchad, du Kenya, du Soudan du Sud, de la Tanzanie, du Sénégal, ont médiatiquement pris la parole sur le cadre politique préférentiel qu'ils soutenaient². Les évêques ont élevé la voix pour dénoncer les abus et les trafics. Quand on fait le tour des « dénonciations » et ou des souhaits politiques émis par l'Eglise catholique, quelques points saillants sont mis à l'honneur, répétés par les conférences épiscopales en ce début d'année qui ont refait l'une après l'autre une sorte de résumé de leur position : en finir avec les présidences à vie d'hommes politiques qui n'hésitent pas à contourner constitutions et volonté des urnes, pour se maintenir au pouvoir.

² Laurent Larcher, <https://africa.la-croix.com/quand-les-eglises-africaines-sengagent-sur-le-champ-sociopolitique/>

Liberté d'expression et élections transparentes au Bénin et au Sénégal

Ainsi, du 16 au 18 janvier 2019, la Conférence épiscopale du Bénin (CEB) s'est réunie à son siège à Cotonou, pour sa deuxième session plénière ordinaire, au titre de l'année pastorale 2018-2019. Dans son message au peuple béninois, l'épiscopat béninois a défendu la liberté d'expression et appelé à des élections transparentes. Au cours de la conférence de presse qui a clôturé l'Assemblée plénière Mgr Cyrille Houndekon, évêque d'Abomey, a lu son message, comparant la situation au contexte de la période marxiste, une période de peur et de suspicion³, tout en insistant sur le grand espoir qui existait au Bénin, avec les rencontres et échanges entre les évêques et le président de la République, mais aussi avec d'autres personnalités politiques ou de la société civile, etc .

Rappelant également la tenue prochaine des élections législatives, les évêques béninois ont insisté sur le besoin de concorde et de transparence, montrant la « maturité » du modèle démocratique à travers l'expression (et le respect) de la pluralité des opinions. Ils ont appelé la Commission électorale autonome nationale à être garante de la vérité des urnes.

Un même son de cloche a été entendu du côté du Sénégal, où l'Eglise catholique est minoritaire. La loi sur le parrainage adoptée en avril 2018 dans un climat tendu marqué par des marches de l'opposition et des mouvements civils, a écarté *de facto* les candidatures « gênantes ». L'Eglise catholique a appelé le président Macky Sall à reporter le vote du projet de loi pour organiser un dialogue national, mais sans succès. Depuis, l'Eglise sénégalaise n'a cessé d'appeler les acteurs politiques à la responsabilité pour préserver la paix dans le pays. « *La préoccupation pour la paix et la cohésion sociale est un devoir qui incombe à tout citoyen* » selon Mgr Benjamin Ndiaye, archevêque de Dakar, dans une déclaration à la presse le 15 décembre 2018. « *C'est Dieu qui donne le pouvoir et le pouvoir est un service.* » En outre, dans sa lettre d'information sur sa mission d'observation au scrutin présidentiel, l'Eglise catholique sénégalaise a rappelé que le chemin le plus sûr pour préserver la paix sociale est de garantir « *une élection transparente, aux résultats incontestables* ».

Alternance électorale, respect des urnes en RD-Congo

Ces exemples béninois et sénégalais de prise de parole « politique » se retrouvent ailleurs et dans l'actualité mondiale ils sont surtout la caractéristique qui définit l'Eglise catholique de RD-Congo, le plus grand pays catholique d'Afrique. Avec 43 M de baptisés, très largement devant le Nigeria qui en compte 27 sur une population totale de 190 habitants, l'Eglise congolaise occupe aussi la première place pour le nombre de ses prêtres et la croissance de son clergé. La force de cette Eglise ne tient pas seulement à son importance numérique mais aussi au fait qu'elle est l'une des plus vieille et stables institutions du pays, quadrillant l'ensemble de cet immense et riche territoire. Ses six provinces existaient avant 1960 et les redécoupages territoriaux de l'indépendance ne les ont pas concernées. Cette Eglise a pu tenir dans les années 1990 un rôle majeur en assumant une fonction politique de premier plan avec la présidence de la Conférence nationale démocratique puis du Haut

³ Lors de leur session plénière qui a eu lieu du 21 au 24 octobre 2018, les évêques béninois avaient déjà exprimé leur inquiétude sur la tension politique dans le pays. Aux hommes politiques, ils ont demandé de préserver, par leurs discours et leurs actes, les acquis de la Conférence nationale de 1990, liberté de presse, liberté d'opinion, séparation des pouvoirs.

conseil de la république- Parlement de transition, expérience qui ne s'est pas bien terminée.⁴ La Conférence épiscopale du Congo pilote donc un grand vaisseau et parmi ses commissions, sa Commission Justice et Paix - à l'instar de l'exhortation apostolique *Africae Munus* de 2011⁵ - lui fournit une aide et des conseils précieux pour évaluer sa parole politique dans un pays où la stabilité semble toujours volatile après les trois terribles guerres qui l'ont ravagé dans le sillage du génocide rwandais et que l'on regroupe aujourd'hui sous le terme générique de guerre mondiale africaine.

Pour l'élection présidentielle de 2011, la commission Justice et Paix avait formé 30 000 observateurs. Et à la lumière de leurs observations, la CENCO a émis un jugement très critique sur l'organisation et les résultats des élections. Par la suite, elle n'a cessé de réclamer le respect des urnes et en décembre 2016, c'est elle qui a assuré la médiation entre le pouvoir et l'opposition pour favoriser une transition politique, quand le président Joseph Kabila, qui avait terminé son dernier mandat constitutionnel, repoussait sans cesse l'organisation du scrutin et faisait planer le doute sur son éventuelle candidature. Selon de nombreux observateurs, la forte pression de l'Église catholique – qui a organisé des marches de protestation et saisi des instances internationales – a contraint le Président Kabila à organiser les nouvelles élections présidentielles du 30 décembre 2018 (en même temps que les élections provinciales et législatives) et à renoncer à un troisième mandat.

Les élections de fin 2018 ont cependant donné lieu à une posture intéressante de la part de l'Église catholique : celle de son auto-limitation – elle avait son candidat préféré et encore une fois ses propres observateurs- dans la critique des résultats, par une forme de prudence à la fois salutaire et institutionnelle. Ce faisant, elle a évité d'être un acteur politique direct, ce qui n'est assurément pas son rôle et aurait pu contribuer à un désordre plus grand dont elle aurait été la source.

Le 10 janvier, Félix-Antoine Tshisekedi, fils du très célèbre homme politique Etienne Tshisekedi mort en février 2017, opposant aux Kabilas et candidat à la présidentielle de 2011, a été déclaré vainqueur du scrutin présidentiel par la commission électorale congolaise. Le résultat a d'abord été contesté par l'Église catholique du Congo. Il ne correspondait pas aux constats faits par ses 40 000 observateurs déployés lors du scrutin, constats qu'elle n'a cependant pas révélés. L'autre candidat, Martin Fayulu, candidat unique d'une partie de l'opposition, a contesté la victoire de Félix Tshisekedi et sollicité son arbitrage.

Le 11 janvier 2019, l'Église congolaise a demandé au Conseil de sécurité de l'ONU de faire publier les procès-verbaux de l'élection présidentielle du 30 décembre « *pour enlever les doutes et apaiser les esprits* ». La France et la Belgique, ont également mis en doute la fiabilité de ces résultats. L'Union européenne, a déclaré « prendre acte » en précisant que le résultat « *devait être conforme au choix fait par les Congolais* ». Dans une situation similaire au Venezuela, plusieurs Etats d'Europe et l'Union ont reconnu comme vainqueur le challenger de Maduro qui s'est néanmoins maintenu au pouvoir, l'ensemble prenant la direction tragique d'une possible guerre civile. De leur côté, réunis du 16 au 19 janvier à Kigali au Rwanda, les évêques membres du Comité permanent de l'Association des

⁴ cf le rapport de Laurent Larcher sur l'Église du Congo face au pouvoir, dans les Notes de l'IFRI de mai 2018, https://www.ifri.org/sites/default/files/atoms/files/larcher_eglise_rdc_2018.pdf

⁵http://w2.vatican.va/content/benedict-xvi/fr/apost_exhortations/documents/hf_ben-xvi_exh_20111119_africae-munus.html

conférences épiscopales de l'Afrique Centrale (Aceac), ont apporté leur soutien à l'épiscopat de RD-Congo. Ce soutien des conférences épiscopales africaines est intervenu cependant quand la Cour constitutionnelle congolaise confirmait le 19 janvier, la victoire de Félix Tshisekedi.

Finalement, il semble que l'épiscopat de RD Congo, par l'intermédiaire de ses évêques provinciaux, ait fini par se rallier à la décision de la Cour constitutionnelle, pour ne pas être non plus, par ses dénégations, tenu responsable d'une éventuelle crise de régime qui n'ajouterait que du désordre au désordre. Mgr Emmanuel Bernard Kasanda, évêque dans le Kasai oriental, a dit une messe « *pour consacrer à Dieu* » le nouveau président de la République démocratique du Congo, qui « *symbolise aujourd'hui l'alternance tant attendue* ». Même position dans la province du Kasai central. Les évêques réunis en session extraordinaire à Kananga, ont déclaré se réjouir le 27 janvier de l'élection de Tshisekedi, comme 5^e président de la RD Congo⁶

Limitation des mandats présidentiels, respect des procédures électorales au Togo

L'objectif de l'alternance politique dans le calme et le respect des règles établies par le droit semble donc prévaloir dans la démarche politique de l'épiscopat catholique. C'est ainsi qu'il est également intervenu au Togo ces derniers mois. En août 2017, un mouvement de protestation contre le président Faure Gnassingbé, au pouvoir depuis 2005, s'est organisé avec notamment de grandes marches simultanées dans plusieurs villes. L'opposition togolaise exigeait, entre autres réformes, la limitation à deux du nombre de mandats présidentiels. Elle souhaitait que cette mesure soit rétroactive pour éviter que le président actuel ne brigue un quatrième mandat en 2020. Ces manifestations ont été réprimées dans le sang.

Le 17 septembre 2017, les évêques catholiques togolais ont pris la parole pour demander au pouvoir d'opérer « *urgemment* » les réformes constitutionnelles et institutionnelles demandées par le peuple. Interrogé sur cet engagement de l'Église auprès de la population, Mgr Denis Amuzu-Dzakpah, archevêque de Lomé, avait répondu que « *l'Église est une autorité morale* » et qu'« *elle ne peut pas se taire* ». Justifiant son engagement, l'épiscopat togolais avait expliqué que le « *peuple de Dieu* » n'attendait pas seulement de lui une parole d'espérance et de réconfort mais aussi une parole forte « *qui appelle le mal, le mal, et le bien, le bien* ». « *Le peuple de Dieu attend de ses prêtres la parole de vérité* ». ⁷

Pendant un an et demi, cette Eglise catholique a continué à dénoncer les violences et demandé la sécurisation des institutions politiques. La Conférence des évêques du Togo (CET) est intervenue à plusieurs reprises interpellant la classe politique et les citoyens à travers des lettres pastorales, dont une publiée le 26 avril 2018. A la fin de l'année 2018 l'ensemble de l'Eglise catholique a tenté d'obtenir le report des élections législatives prévues en décembre, à cause d'un très grave différent entre le président et l'opposition sur les modalités de ces élections. La Conférence épiscopale togolaise, dans sa lettre pastorale du 15 novembre, dénonce la « *préparation unilatérale* » des élections législatives. L'Assemblée plénière ordinaire publie le 20 novembre une autre déclaration : « *Aucun Togolais n'est fier de ce spectacle désolant que nous imposent continuellement les acteurs politiques de notre pays* » Revendiquant sa mission prophétique d'élever

⁶ <https://www.cath.ch/newsf/rdc-les-eveques-du-kasai-soutiennent-le-nouveau-president-tshisekedi/>

la voix « *pour annoncer l'espérance en appelant tout le peuple à prendre conscience de ses égarements* », l'Assemblée invitait les acteurs politiques au dialogue. Enfin, après les Églises presbytérienne et méthodiste et l'Association des cadres musulmans du Togo, l'archevêque émérite de Lomé, Mgr Philippe Fanoko Kpodzro⁸ a demandé le report de l'élection législative, prévue le 20 décembre.

Au moins quatre personnes ont perdu la vie dans des affrontements entre manifestants de l'opposition et forces de l'ordre les 8 et 10 décembre. L'opposition togolaise (C14) n'a présenté aucun candidat au scrutin législatif et a appelé à son boycott. Elle dénonçait, entre autres irrégularités, la violation des dispositions de la feuille de route de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (Cedeao) publiée en juillet après de larges concertations. Selon cette feuille de route, la Commission électorale nationale indépendante (Ceni), en charge de l'organisation du scrutin, devait être composée d'autant de membres du parti au pouvoir que de l'opposition, une disposition qui n'a jamais été respectée.

Les élections ont finalement eu lieu. Malgré le boycott de la C14, et après plus d'un an de manifestations parfois violentes, voire meurtrières, les législatives se sont déroulées dans un climat relativement calme. Les observateurs de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (Cedeao) ont jugé le scrutin libre et transparent. Cependant, en janvier 2019, l'institution catholique a manifesté à plusieurs reprises ses doutes sur la vérité des urnes. En marge de l'assemblée générale de la fraternité des prêtres diocésains du Togo qui s'est tenue à Kpalimé (sud-ouest) et qui portait sur le thème : « *Quels prêtres pour notre pays et le peuple de Dieu dans la crise sociopolitique que nous vivons ?* ». Les évêques togolais n'ont pas donné quittance au pouvoir de ce succès législatif. Ils ont rappelé à quel point, exercer le pouvoir signifiait aussi maintenir l'ordre de manière légale et ne pas se laisser aller à la répression arbitraire : « *Les événements que nous vivons dans notre pays au plan politique et social, ne sauraient nous laisser indifférents. Les violences contre les personnes, les blessés, les détenus et les morts qui ont émaillé la période du dialogue entre les acteurs politiques sont déplorables et inacceptables* ». Encore une fois Mgr Kpodzro a pris la parole pour contester le taux de participation officiellement avancé : « *Comment se peut-il qu'un scrutin législatif boycotté par une frange significative du corps électoral transcende l'arithmétique ainsi que les réalités politiques partisans pour atteindre un taux de participation nationale se hissant à près de 60 % ?* » a-t-il martelé lors d'une conférence de presse fin janvier.⁹

Départ du Paul Biay, fin des violences policières et militaires réclamée au Cameroun.

Mettre fin à l'arbitraire, mettre fin au pouvoir à vie, permettre l'exercice concret de la démocratie en respectant le résultat des élections, nous retrouvons cette même exigence au Cameroun.

⁸ Très connu dans la vie politique du pays, Mgr Kpodzro avait présidé la Conférence nationale organisée en 1991 pour résoudre la crise sociopolitique qui secouait alors le pays. En février dernier, il s'était prononcé en faveur de la réhabilitation de la Constitution de 1992 qui permettrait, selon lui, au président de finir « *dignement son mandat actuel* » et lui avait demandé d'accepter « *de ne plus se représenter aux élections de 2020* ».

⁹ <https://africa.la-croix.com/au-togo-mgr-kpodzro-doute-de-la-sincerite-des-legislatives/>

En décembre 2017, Mgr Samuel Kleda, président de la Conférence épiscopale nationale (Cenc) s'était prononcé contre une éventuelle candidature du président Paul Biya, au pouvoir depuis déjà 35 ans, à l'élection présidentielle de 2018. « *Il y a un temps pour tout* », a-t-il déclaré, avant de proposer au président camerounais de réfléchir à « *une transition pacifique* ». Pour ce faire, il l'a encouragé « *à passer le pouvoir* » à un membre de son parti le Rassemblement démocratique du peuple camerounais (Rdpc), soit à l'opposition. Paul Biya s'est quand même présenté à l'élection d'octobre 2018 et a été réélu président du Cameroun, pour un septième mandat avec officiellement 71,28 % des suffrages. Il était difficile d'imaginer que ce président de 85 ans dont trente-cinq passés au pouvoir, allait quitter sa place et qu'il puisse perdre une élection à un tour. Il est président depuis 1982, après avoir été le premier ministre d'Ahmadou Ahidjo de 1975 à 1982. On ne compte plus les rapports alarmistes des organisations de défense de droits de l'homme publiés depuis des décennies sur le sujet de son exercice du pouvoir.

Le résultat des élections présidentielles a été mis en doute sans détour par Mgr Kleda qui se demanda « *d'où viennent ces pourcentages ?* ». Sur RFI il déclara : « *« Je crois que ces résultats ne relatent pas vraiment la réalité de fait(...) Ces résultats ne me semblent pas corrects, ne sont pas corrects du tout. »*

Tandis que l'unité du pays est en train de se déchirer dans la crise autonomiste et même sécessionniste anglophone des régions du Nord et du Sud-Ouest, plus la déstabilisation du nord sous la pression de Boko Haram, l'Eglise catholique a été également l'une des seules institutions stables du Cameroun capable de critique ouverte sur les méthodes violentes des forces de sécurité camerounaises qui échouent à restaurer l'ordre et l'unité du pays et pire, qui accentuent par leurs interventions violentes le divorce entre le centre et les périphéries contestataires¹⁰.

Servir le peuple, être intègre. Les prises de parole catholiques au Kenya

Cette insistance de l'institution catholique sur le respect des règles de l'état de droit, sur la fin des régimes présidentiels à vie au profit de l'alternance politique, sur la fin des violences d'Etat dans le maintien officiel de l'ordre est doublée d'une dénonciation sans relâche du manque de responsabilité et de la corruption qui anime les acteurs politiques de la scène africaine.

Ainsi au Kenya, en 2017, la Conférence épiscopale a été en première ligne pour appeler le pouvoir et l'opposition à des « *comportements responsables* ». L'épiscopat avait axé le thème de la campagne du Carême sur les élections pacifiques et crédibles. Il demandait aux fidèles de voter pour des responsables intègres et capables d'entraîner le pays vers des « *réformes institutionnelles pacifiques* », et non en fonction des prébendes dont les candidats pouvaient les gratifier pour être élus. « *Nous voulons aller aux urnes pour élire de bons leaders* », a insisté Mgr Cornelius Korir, évêque d'Eldoret et président de la commission épiscopale Justice et Paix du Kenya. « *Il est important pour ceux qui recherchent des postes électifs d'accepter le résultat des élections s'ils veulent être crédibles* ». Dans un message public, les évêques insistent sur le déficit d'honnêteté des élus : « *Les*

¹⁰ La crise est profonde depuis 2016. Elle a débuté par des manifestations d'avocats et d'enseignants anglophones contre les discriminations. La forte réaction des forces de l'ordre a contribué à radicaliser les positions et plongé ces régions dans la violence, entraînant le déplacement de près de 200 000 personnes.

quatre dernières années ont été marquées par des poursuites judiciaires envers les autorités du pays pour détournement de fonds ».

Tous ces avertissements n'ont pas empêché que le Kenya traverse une longue crise politique des élections générales du 8 août 2017 au mois d'avril 2018. Alors qu'Uhuru Kenyatta avait été déclaré président par la Cour constitutionnelle fin novembre 2017, au terme d'un scrutin controversé qui a connu de multiples rebondissements, son opposant Raila Odinga s'est autoproclamé « président du peuple » en janvier 2018. Finalement Uhuru Kenyatta et Raila Odinga ont signé un accord de réconciliation en mars 2018, accord de 8 pages intitulé « *construire les ponts d'une nouvelle nation* », assez spectaculaire dans la franche description qui est faite de l'état du pays. Kenyatta et Odinga y reconnaissent l'échec des réformes des vingt dernières années. Cet accord augure du départ de Kenyatta après ce dernier mandat et reconnaît Odinga comme chef légitime de l'opposition. Il a été signé avant la visite du Secrétaire d'Etat américain. A côté de la pression américaine, les Eglises, dont l'Eglise catholique, et de grands entrepreneurs ont également fait pression.

Sortir des comportements dictatoriaux, mettre en place le pluralisme : le cas de la Tanzanie

Pour finir sur ce panorama des prises de parole politique récentes, terminons par la Tanzanie. Comme dans le cas du Sénégal et du Kenya, l'Eglise catholique en Tanzanie n'est pas majoritaire, mais sa faiblesse n'empêche pas ses prises de parole fréquentes

De fait, le climat politique en Tanzanie est tendu depuis l'élection de John Magufuli en 2015. Surnommé « *Tingatinga* » (bulldozer en swahili), le président a marqué les esprits en se montrant inflexible dans la lutte contre la corruption. Mais son style très brutal a tourné à l'autocratie répressive. Des meetings de partis d'opposition ont été interdits, des responsables d'opposition arrêtés comme Freeman Mbowe, d'autres ont été physiquement agressés - comme Tundi Lissu en septembre 2017 qui a survécu à une rafale de balles, cependant que deux autres élus Godfrey Luena et Daniel John ont été tués à coup de machette- des journaux fermés, des journalistes et artistes molestés ou menacés de mort, tués ou portés disparus, pour avoir critiqué la nouvelle administration.¹¹ Une nouvelle loi interdit la diffusion de données non approuvées par le gouvernement.

En décembre 2018, les partis tanzaniens d'opposition ont annoncé qu'ils consacraient l'année 2019 à une lutte commune en faveur de la démocratie, prise en otage selon eux par la « *dictature* » du président John Magufuli qui a entrepris une guerre contre les partis d'opposition. L'Eglise catholique tanzanienne a défendu le principe du respect du pluralisme politique et, dans une lettre pastorale publiée le 12 février 2018, a dénoncé les abus du pouvoir du président John Magufuli. Elle s'est insurgée contre l'interdiction des réunions des partis politiques jusqu'aux prochaines élections, arguant qu'elles « *sont le droit de chaque citoyen* ». Condamnant les violations à la Constitution et aux lois du pays, les évêques tanzaniens ont collectivement protesté que « *les*

¹¹ <https://www.la-croix.com/Journal/Derive-autoritaire-contestation-Tanzanie-2018-04-16-1100931839>

médias ont été fermés ou suspendus temporairement, restreignant ainsi le droit pour les citoyens, d'être informés, la liberté d'opinion et le droit d'expression »¹²

II. L'APPEL A LA COHESION NATIONALE : COMMENT TMOIGNER DE LA RECONCILIATION DANS LES VIOLENCES INTERCOMMUNAUTAIRES ET INTERRELIGIEUSES

Même, si l'Eglise catholique reste plutôt discrète dans certains pays où elle n'est ni majoritaire ni bienvenue comme c'est le cas au Burundi ou dans d'autres pays majoritairement musulmans comme ceux du Sahel, du Maghreb et de la Corne de l'Afrique,¹³ elle a doublé sa position publique sur l'alternance démocratique d'une forte mobilisation en faveur de l'harmonie nationale et ethnoreligieuse, en grand péril dans de très nombreux espaces.

De ce point de vue, les prises de parole épiscopales au Burkina, au Soudan du Sud, au Tchad, et surtout en Centrafrique –sur laquelle cette partie va insister- sont à la fois aux antipodes des dures réalités de la violence intercommunautaire et à la jonction des espoirs de réconciliation. C'est également dans ce contexte qu'elle paye –à travers la recrudescence d'assassinats de clercs, religieuses et laïques engagés – un tribut certain à son éthique de conviction et de dialogue.

Tueries de Yirgou au Burkina Faso et réponses intercommunautaires

Le Burkina Faso, qui a mis fin à la présidence indéfinie de Blaise Compaoré en 2014, a réussi sa transition démocratique malgré la tentative de putsch de septembre 2015. Cependant, à la défaveur de la déstabilisation terroriste du Sahel, ce pays est en train de s'enfoncer dans la spirale de violences communautaires à la suite d'incursions terroristes islamistes qui provoquent des réactions en chaîne. Le Burkina est pourtant un pays mixte qui gère depuis longtemps son vivre-ensemble communautaire. Les responsables religieux ont, dans le passé, dirigé d'importantes structures chargées de trouver les clés de la paix sociale. C'était le cas du Collège de sages mis en place au lendemain de l'assassinat du journaliste d'investigation, Norbert Zongo en 1998. Cette structure était dirigée par l'archevêque de Bobo Dioulasso d'alors, Mgr Anselme Sanon. De même, après l'insurrection populaire d'octobre 2014, la Commission nationale de réconciliation nationale et des réformes (CRNR) a été créée et a été dirigée par l'actuel président de la Conférence épiscopale Burkina-Niger. C'est de cette commission qu'est né le HCRUN, le Haut conseil pour la réconciliation et l'unité nationale, chargé de réparer les préjudices subis par les victimes des différentes crises. Son président, Léandre Bassolet a sollicité fin 2017 la collaboration des religieux et des chefs coutumiers, dont l'empereur des Mossis, le Mogho Naba. L'influence du Mogho Naba a notamment été déterminante dans la résolution de la crise qui a secoué le monde de l'éducation pendant quatre mois en 2018 et a trouvé son épilogue fin janvier 2019

Cependant, à peine cette crise résolue, le Haut conseil connaît une nouvelle crise terrible avec les tueries de Yirgou. Depuis l'attaque terroriste islamiste du restaurant Capucchino à Ouagadougou, le 15 janvier 2016, la sécurité des personnes et des biens a été fortement mise à mal

12

¹³ <https://www.la-croix.com/Monde/Afrique/VIDEO-Pourquoi-Afrique-lEglise-catholique-sengage-elle-jeu-politique-2018-04-24-1200934153>

par un nombre incessant d'attaques terroristes et de réactions intercommunautaires. Entre le 31 décembre 2018 et le 2 janvier 2019, des violences –qui sont désormais quotidiennes- ont éclaté dans le village de Yirgou (diocèse de Kaya) après que six personnes, dont le chef du village et son fils, ont été tuées par des terroristes venus du Sahel. En représailles, des membres de la milice d'auto-défense des Koglweogo, issus de la communauté autochtone des Mossis, qui accusent les éleveurs peuls de complicité avec les assaillants, ont attaqué plusieurs campements et massacrés des Peuls complètement innocents. Au total, il y a eu 49 morts et des milliers de blessés. Comment gérer cette crise dans laquelle des Mossis sont en cause dans le massacre de Peuls ?

Dans une déclaration à l'issue de leur assemblée ordinaire qui s'est tenue du 14 au 18 janvier 2019 à Ouagadougou, les évêques de la conférence épiscopale Burkina-Niger ont demandé que la lumière soit faite sur les tueries de Yirgou et invité les fidèles à prier pour la paix. Aux yeux des évêques « *le cas de Yirgou qui est sans précédent dans l'histoire du pays, est révélateur d'un tissu social devenu fragile, nonobstant la légendaire tradition d'un vivre ensemble heureux sans distinction aucune entre toutes les composantes de la nation burkinabè* ». Condamnant fermement l'événement, les évêques ont lancé un appel afin que « *soient sauvegardées, pendant qu'il est encore temps, les valeurs humaines inaliénables de fraternité, d'entente, de solidarité, de pardon, de paix et d'amour mutuel en vue de préserver la cohésion sociale sans laquelle aucun développement n'est possible* ».

A l'occasion de la présentation de ses vœux du nouvel an chef de l'État, la Conférence épiscopale Burkina-Niger a également apporté son soutien au président de la République, Roch Kaboré. L'archevêque de Bobo-Dioulasso, président de la Conférence, a également insisté sur la continuation du dialogue interreligieux : « *Il faut que nous apprenions à vivre ensemble pour éviter les différents dérapages, qu'ils soient à caractère régionaliste, ethnique ou religieux.* »

Centre Afrique : désarmer les milices, surmonter la division et la peur

Le HCRUN burkinabé est l'exemple type des organes interreligieux qui se développent depuis les années 1990 dans la résolution des conflits intérieurs, sur le modèle de ce que l'ONG *Religions for Peace* a fait en créant des sections nationales ad hoc, au Libéria ou en Afrique du Sud. Par le biais de comités interreligieux, nationaux et en cheville avec des acteurs internationaux dont souvent l'ONU, l'épiscopat catholique contribue en Afrique à négocier des sorties de guerre civile ou des crises sociétales majeures. Il est néanmoins dans cette situation paradoxale dans laquelle se débattent les acteurs religieux face la violence communautaire et ethnoreligieuse : inciter à la paix et au dialogue, alors que des membres de leur propre communauté peuvent se rendre coupables d'exactions terribles.

Le cas de la Centre-Afrique est de ce point de vue l'un des plus tragiques. Ce pays immense quoique sous-peuplé, se trouve dans un borbier interconfessionnel -même si le cardinal Nzapalainga refuse absolument de parler de conflit religieux¹⁴- depuis la chute du Président François Bozizé en 2013, chassé par la Séléka, une coalition de groupes armés à majorité musulmane venue du nord du pays accompagnés de mercenaires tchadiens et soudanais et qui a semé l'horreur sur son passage jusqu'à la prise de la capitale. En réaction aux exactions de la Séléka et malgré la force

¹⁴ <https://www.la-croix.com/Religion/Catholicisme/Monde/Cardinal-Dieudonne-Nzapalainga-Le-conflit-Centrafricain-nest-pas-religieux-2018-11-28-1200986021>

d'interposition française, suivi d'un déploiement des forces onusiennes, des milices d'autodéfenses «anti-balaka », composées d'animistes et de chrétiens, se sont formées. Ces milices s'en sont prises aux musulmans, donnant au conflit une tournure religieuse. A ce jour, 80 % du territoire centrafricain échappe à Bangui et malgré la présence des forces onusiennes, les milices continuent leurs prédations quotidiennes qui égrènent l'actualité.

La communauté internationale a cependant été particulièrement frappée par une attaque qui s'est produite en novembre 2018 à Alindao. A part une mise à sac en janvier 2013, relativement meurtrière alors que les Séléka s'emparaient dans le sang de l'une après l'autre des localités du pays, la ville a vécu sous la coupe de la Séléka UPC dans une oppression relative jusqu'en 2017, où les affrontements entre communautés ont entamé un cycle de représailles sanglantes par les miliciens Séléka dans la région. Quatre camps de réfugiés se sont constitués, dont le site catholique (appelé ainsi car situé sur et à proximité de la concession de l'évêché) regroupant à lui seul 26 000 personnes, plus qu'il n'y avait d'habitants à Alindao avant ces massacres.

En novembre 2018 des gens qui allaient aux champs ont été tués et les Sélékas ont été accusés. Puis deux musulmans ont été tués, l'un à Alindao, l'autre à Bambari, déclenchant les représailles. Les Sélékas de l'UPC ont accusé les anti-balaka et l'évêché d'Alindao de les cacher. Ils ont mis le feu au camp dit site catholique, pillé l'évêché et tiré sur les gens qui s'enfuyaient. Une soixante de personnes au total dont 1 prêtre et le vicaire général de l'évêché ont été tuées.

Le Cardinal Nzapalainga, interrogé après la tuerie a insisté sur la nature non confessionnelle mais factieuse et prédatrice du conflit – le pays regorge de diamants d'or, de cuivre, d'uranium, de pétrole, de coltan et d'autres minerais rares¹⁵- et toutes les communautés sont prises à partie et en otages. De son expérience personnelle, Mgr Nzapalainga affirme que les musulmans sont pris en otage dans ce conflit tout comme les chrétiens. Même accusée de complaisance avec les anti-balaka qui s'infiltrèrent dans les camps de réfugiés chrétiens, les structures catholiques accueilleraient aussi, selon les dires de ce cardinal, tous les réfugiés, musulmans et chrétiens, comme à Bagassou ou Berbérati, où des Peuls musulmans et situation de grand danger ont trouvé refuge.

De fait, en Centre-Afrique, l'Eglise catholique est l'une des seules institutions nationales à appeler à la cohésion, au dialogue, à la recherche de solutions sans exclusion et pour ce faire à utiliser la mobilisation interreligieuse, tout en restant proche du président Faustin Archange Touadéra avec qui elle a signé un accord-cadre très récemment.¹⁶ Elle se retrouve à demander aux groupes armés de déposer les armes sans condition,¹⁷ tout en poussant le Président Touadéra à entamer des négociations, tandis que lui-même refuse toute idée d'amnistie pour les chefs de

¹⁵ Le rapport 2017 de l'ONG américaine *Enough Project*, groupe de réflexion sur les crises humanitaires, montre, après le rapport d'experts des Nations unies de décembre 2016, l'évolution des groupes présents en Centrafrique (RCA), et de leurs préoccupations : « ces groupes ont proliféré, imposant de facto une partition (du pays) et faisant de la prédation économique un élément central de leur stratégie ». Alors qu'on estimait les acteurs du conflit à deux principales factions et quelques milices de second plan, le rapport cartographie quatorze milices et quatre groupes politico-militaires

¹⁶ Faustin Archange Touadéra a rencontré le pape François en janvier 2018. Le président centrafricain a, par ailleurs, exprimé sa gratitude au pape François pour « l'attention particulière » avec laquelle il accompagne le pays..

¹⁷ [L'Église de Centrafrique appelle les groupes armés à « déposer les armes sans condition »](#)

guerre¹⁸. Ce mois de janvier 2019 a ainsi vu une énième réunion de conciliation (soit 7 depuis 2013, dont une avec accord en 2017, suscitée par la Communauté Sant Edigio), cette-fois ci à Khartoum, alors que l'UCP est en grande difficulté à Bambari sous l'action des commandos de la Minusca. Outre le nombre importants d'acteurs internationaux parrains de la conciliation (Union africaine avec la France, Soudan avec la Russie et la Chine) la réunion de Khartoum a réuni plusieurs chefs de guerre hormis le plus important, Ali Darassa, chef de l'UPC, qui ne veut pas négocier en position de faiblesse.

Conclusion : vivre le sacrifice

Avant de finir, il faut rappeler que l'activité pastorale de l'Église aujourd'hui en Afrique, tout comme son engagement intercommunautaire la conduit à être exposée elle-même à la violence. En Côte d'Ivoire, au Nigeria, en RD-Congo, des prêtres sont assassinés par des bandes armées sur les routes de leur exercice pastoral. Ce phénomène devient récurrent tout comme l'est parallèlement la recrudescence des attaques contre les casques bleus, dont celle du Nord-Kivu en 2018. Cinq prêtres tués ont été tués en Centrafrique en 2018, après la mort de six humanitaires vers Markounda et encore 13 autres en 2017. Ce « partage » de la violence par le clergé catholique a été également patent en RD –Congo, en 2018. Pendant les marches de catholiques contre Kabila, qui ont fait de nombreuses victimes, il y a eu le cas très médiatisé de Thérèse Dechade Kapangala, aspirante religieuse, qui a été criblée de balles dans l'Église Saint-François de Sales de Kinshasa où elle s'était réfugiée avec d'autres fidèles. Après sa mort, la Conférence épiscopale du Congo (Cenco) a également dénoncé les enlèvements de prêtres ou les menaces de mort à leur rencontre dans le Nord-Kivu. Plusieurs prélats ont aussi témoigné à la presse, le fait d'être surveillé et susceptible d'enlèvement à tout instant.

Si la situation semble s'être calmée pour la sécurité du clergé catholique en RD-Congo, la dégradation générale de la sécurité s'ajoute en supplément de l'attitude « politique » de l'Église catholique. Préjuger qu'elle viendra à bout par la force de son témoignage, la régularité de ses prises de position et la mobilisation de ses relations, des maux qu'elle dénonce, est sans doute une gageure. Cependant, si la mal-démocratie, la prévarication des hommes politiques, la criminalité cupide des milices qui se cachent derrière des arguments communautaires sont les fléaux contemporains d'une partie des pays d'Afrique, il n'en est pas moins vrai que le témoignage constant, répétitif, éducatif de cette institution qui se concerte aux niveaux national, continental mais également et de manière horizontale avec tous les partenaires religieux qui partagent son sens de la démocratie et du vivre-ensemble, ce témoignage a une valeur pour le moins historique dans la reconfiguration politique de l'Afrique en ce début de 21^{ème} siècle.

¹⁸Amnistie à laquelle par ailleurs pousse la Russie dans ses tentatives d'organiser elle-aussi avec le gouvernement de Bangui des conciliations en vue d'un accord de paix avec les milices. D'après *La Croix*, pour la réunion organisée par la Russie l'été dernier, les chefs de guerre présents ont reçu l'équivalent de 60 000 euros. L'intérêt de la Russie dans cette affaire est l'accès aux ressources minières.